

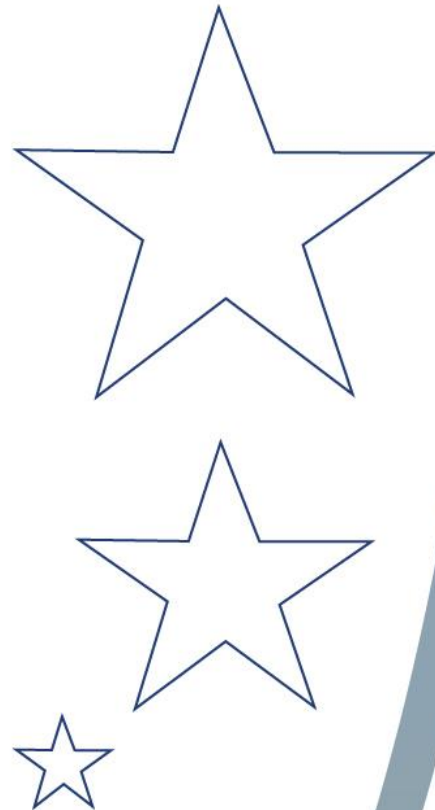
REGLEMENT

relatif à la mobilisation du fonds européen agricole
pour le développement rural (FEADER) et des aides
régionales

POUR L'AIDE A LA PROTECTION DES RACES MENACEES - MAEC PRM

(sous-mesure 10.1 du PDRR)

-
2014
2022
-



Version du 31/03/2021

**Programme de développement rural régional 2014-2022
des Pays de la Loire**

**Règlement relatif à la mobilisation du fonds européen FEADER et des aides régionales pour la mesure
agroenvironnementale et climatique Protection des Races Menacées (PRM)
de la région Pays de la Loire - mesure 10.1**

- VU** les articles 107 et 108 et suivants du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne ;
- VU** le règlement (UE) 2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) n°1305/2013, (UE) n°1306/2013 et (UE) no 1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) n°1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022 ;
- VU** le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- VU** le règlement (UE) n°1305/2013, modifié, du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- VU** le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune ;
- VU** le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil sus visé ;
- VU** le règlement délégué (UE) n°640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et des sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité ;
- VU** le règlement d'exécution (UE) n°808/2014 de la commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013, modifié, du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural, modifié ;
- VU** le règlement d'exécution (UE) n°809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune ;
- VU** la décision d'exécution de la Commission européenne C(2014) 5752 du 8 août 2014 portant approbation de certains éléments de l'accord de partenariat conclu avec la France ;
- VU** la décision d'exécution de la Commission européenne C(2015) 4531 du 2 juillet 2015 portant approbation du cadre national de la France ;
- VU** la décision d'exécution de la Commission européenne C(2015) 6093 du 28 août 2015 portant approbation du programme de développement rural de la région des Pays de la Loire (France) en vue d'un soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural ;
- VU** le programme de développement rural régional approuvé par la Commission européenne le 28 août 2015, modifié ;
- VU** la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014, notamment

son article 78 ;

- VU** le Code Rural et de la Pêche Maritime, notamment les articles D.341-7 à D. 341-19 relatifs aux engagements agroenvironnementaux et climatiques et en agriculture biologique ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1511.1 et suivants, L4221-1 et suivants ;
- VU** le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- VU** le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
- VU** la délibération du Conseil régional des 30 et 31 janvier 2014 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020 ;
- VU** la délibération du Conseil régional du 26 juin 2014 relative à l'organisation et au pilotage des politiques européennes ;
- VU** la délibération de la Commission permanente du 29 septembre 2014 relative à la candidature de la Région aux fonctions d'autorité de gestion des fonds européens pour la période 2014-2020 et la décision du Préfet du 14 octobre 2014 ;
- VU** la délibération du Conseil régional du 18 décembre 2015 modifiée donnant délégation du Conseil régional à la Commission permanente ;
- VU** la délibération du Conseil régional des 19 et 20 octobre 2017 donnant délégation du Conseil régional à la Présidente dans le cadre de l'attribution et la mise en œuvre des subventions liées à la gestion du FEADER ;
- VU** le règlement financier de la Région des Pays de la Loire ;
- VU** la consultation de la commission régionale pour l'agroenvironnement et le climat en date du 8 janvier 2021 ;
- VU** la demande de modification du cadre national de la France pour les mesures MAEC et bio en cours de validation par la Commission européenne ;
- VU** la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région des Pays de la Loire, entre la Région, l'Agence de services et de paiement et l'Etat, en date du 31 décembre 2014, et son avenant du 3 septembre 2015 ;
- VU** les conventions relatives à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du programme de développement rural des Pays de la Loire aux Directions départementales des territoires (et de la mer) de la région des Pays de la Loire pour la période de programmation 2014-2020 en dates du 15 et 21 septembre 2015 et du 1er, 8 et 14 octobre 2015 et leurs avenants ;
- VU** les conventions de mandat destinées à confier la gestion administrative et la signature des décisions d'attribution des aides régionales octroyées dans le cadre du Programme de développement rural des Pays de la Loire 2014-2020 aux Directions départementales des territoires (et de la mer) des Pays de la Loire en dates du 9, 11 et 14 décembre 2015 et leurs avenants ;
- VU** la note du ministère de l'agriculture et de l'alimentation en date du 2 février 2021, précisant les conséquences de la mise en œuvre du FEADER relance, sur la programmation MAEC-BIO 2021 et 2022 et en particulier sur les taux d'intervention du FEADER ;
- VU** la demande de modification du Plan de développement rural régional soumise à l'avis du comité régional de suivi, puis à la validation officielle de la Commission européenne ;
- VU** la délibération du Conseil régional du 31 mars 2021 approuvant le présent règlement d'intervention ;

1 Préalables

Certaines races animales anciennes tendent à disparaître des exploitations agricoles au profit de races plus productives. Leurs effectifs diminuent progressivement et se rapprochent du seuil limite en-deçà duquel elles seront irrémédiablement perdues du fait d'un pool génétique insuffisant. Cette biodiversité génétique dite « rustique » est pourtant précieuse, notamment pour faire face à l'adaptation au changement climatique, à la raréfaction des ressources fourragères ainsi qu'à la multiplication des maladies vectorielles.

La protection des races à petits effectifs vise donc à conserver sur les exploitations des animaux des espèces asine, bovine, équine, ovine, caprine ou porcine appartenant à des races locales menacées de disparition qui nécessitent, du fait de leurs petits effectifs et de la dynamique de la population, des mesures spécifiques pour leur conservation.

Les enjeux sont donc de :

- protéger la biodiversité,
- favoriser l'adaptation au changement climatique,
- réduire les risques naturels.

Cette opération contribue au domaine prioritaire 4A du Programme de développement rural régional.

2 Mesure de protection des races menacées de disparition (PRM)

En application de l'article 28 du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013, un engagement dans la mesure protection des races menacées de disparition peut être demandé par les exploitants agricoles de la région des Pays de la Loire.

Le cahier des charges retenu pour la mise en œuvre de cette mesure figure dans la notice spécifique.

Les engagements juridiques seront pris dans la limite des crédits affectés à cette mesure.

Le présent règlement ainsi que la notice spécifique régissent les conditions d'attribution du fonds européen FEADER et des aides régionales apportées en complément au titre de la contrepartie nationale pour la mesure agroenvironnementale et climatique Protection des races menacées (MAEC PRM) de la région Pays de la Loire - mesure 10.1

3 Conditions d'éligibilité

Seuls peuvent solliciter une aide au titre de cette mesure les demandeurs respectant l'ensemble des conditions suivantes :

- appartenir à l'une des catégories visées au I de l'article D 341-8 du Code Rural et de la Pêche Maritime,
- avoir déposé un dossier « politique agricole commune » (PAC) pour l'année courante réputé recevable comportant le formulaire de demande d'aide au titre de cette mesure.
- respecter les autres critères d'éligibilité spécifiés le cas échéant dans la notice spécifique de la mesure.

4 Engagements généraux

Par le dépôt de sa demande d'aide, le souscripteur s'engage, sous réserve que sa demande soit acceptée et validée par un engagement juridique, à compter de la date limite de déclaration des demandes d'aides PAC et pour toute la durée de son engagement :

- à respecter les exigences liées à la conditionnalité des aides ;
- à respecter le cahier des charges de la mesure choisie décrit dans la notice spécifique ;
- à confirmer le respect des engagements dans son dossier PAC (formulaire de demande d'aide) et à fournir au service instructeur de l'aide les documents prévus dans la notice MAEC spécifique ;
- à conserver l'ensemble des documents prévus sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement et durant

quatre ans après la fin de l'engagement ;

- à signaler au service instructeur des aides dans les quinze jours ouvrables après l'événement toute modification de la situation de son exploitation susceptible d'avoir une incidence sur l'engagement souscrit ;
- à permettre l'accès de son exploitation aux autorités en charge des contrôles et à faciliter ces contrôles.

Les obligations non respectées feront l'objet de sanctions financières suivant des modalités fixées par décret et arrêté interministériels.

5 Engagements à respecter par le bénéficiaire

Les engagements à respecter par le bénéficiaire sont précisés dans la notice spécifique de la mesure.

Conditions relatives aux animaux engagés :

L'exploitant peut engager en PRM un certain nombre d'animaux répondant aux critères d'éligibilité définis ci-après et qu'il possède au moment de la souscription de l'engagement. L'engagement ne porte pas sur des animaux précis identifiés mais sur un nombre d'animaux.

Pendant la durée de l'engagement, les animaux eux-mêmes peuvent changer, sous réserve du maintien, chaque année, du même nombre d'animaux par espèce et par sexe.

Pour le contrôle des engagements, le registre d'élevage est de ce fait une pièce obligatoire à remplir et à conserver sur l'exploitation.

6 Type de soutien, Montants et taux d'aides

A partir de la Campagne 2021, l'aide devient annuelle et accordée ainsi pour une durée d'1 an.

Elle est payée en €/UGB.

Le taux d'aide publique est de 100%. Le montant unitaire s'élève à 200 €/UGB.

Les modalités de financement indicatives de la mesure agroenvironnementale et climatique Protection des races menacées (MAEC PRM) de la région Pays de la Loire - mesure 10.1, sont les suivantes, sous réserve de la validation par la Commission européenne des modifications apportées au PDRR qui doit être au préalable soumis à l'avis du Comité régional de suivi :

Financier	Répartition
FEADER	80% à partir de la Campagne 2021
Région ou autres financeurs nationaux	20% à partir de la Campagne 2021

Les modalités de financement définitives seront précisées en comité des financeurs au regard des besoins et des disponibilités budgétaires de la campagne.

Le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention de la Région ou des financeurs nationaux.

En cas de demande supérieure aux disponibilités budgétaires de la Région ou des financeurs nationaux, le montant plafond de la part nationale pourra être revu à la baisse après avis de la Commission Régionale Agroenvironnementale et Climatique (CRAEC) et décision des financeurs impliqués. Les financeurs nationaux, comme la Région des Pays de la Loire, sont susceptibles d'intervenir selon leurs propres modalités.

7 Bénéficiaires

Personne physique ou morale exerçant une activité agricole au sens du I de l'article D 341-8 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

8 Processus décisionnel

Les demandes sont déposées à la direction départementale des territoires (et de la mer) du département du siège d'exploitation, avant la date limite de dépôt des dossiers de demande d'aides à la politique agricole commune (PAC).

La direction départementale des territoires (et de la mer) réalise l'instruction des demandes et l'engagement des crédits du FEADER et de la part régionale.

Les notifications des aides accordées au titre du FEADER et de l'aide régionale sont adressées aux bénéficiaires par les DDT (Direction Départementale des Territoires) pour le compte de la Région des Pays de la Loire, autorité de gestion du FEADER et co-financeur.

9 Coûts admissibles

Les coûts éligibles sont les pertes de revenu générées par les engagements.

10 Éligibilité du demandeur :

Les conditions d'éligibilité du demandeur sont précisées dans la notice spécifique de la mesure.

11 Éligibilité des animaux et Eléments de cadrage régional - Critères de sélection des dossiers

Les conditions d'éligibilité des animaux sont précisées dans la notice spécifique de la mesure.

Parmi ces conditions, pour être éligibles, les races des animaux doivent figurer dans la liste régionale des races menacées de disparition et, éventuellement, pour l'espèce équine dans la liste régionale des races pour lesquelles le recours au croisement de sauvegarde est autorisé, retenues au titre des années 2016-2022 figurant en annexe 1 du présent règlement.

Eléments de cadrage régional relatifs à l'augmentation des demandes d'engagement à compter de la campagne 2021 pour les contrats de 5 ans engagés de 2017 à 2020 :

En cas de demande d'engagement supplémentaire en cours d'engagement (toutes espèces confondues), hors cas de cession-reprise, deux cas de figure sont à distinguer :

Demande d'engagement supplémentaire pour un nombre d'animaux < 25 % au nombre d'animaux engagés initialement

Le bénéficiaire n'a pas la possibilité d'engager les animaux supplémentaires dans la mesure PRM.

Demande d'engagement supplémentaire pour un nombre d'animaux ≥ 25 % au nombre d'animaux engagés initialement

Lorsque la demande d'aide supplémentaire est supérieure ou égale à 25 % au nombre d'animaux (à ne pas confondre avec le nombre d'UGB) initialement engagés **et au moins égale à 3 UGB pour les bovins et 1 UGB pour les autres espèces** (pour les porcins : dont au moins 1 verrat et 1 femelle reproductrice), le bénéficiaire a la possibilité de présenter une nouvelle demande d'engagement pour 1 an à partir de 2021 pour les animaux supplémentaires, sous réserve de répondre aux 2 conditions cumulatives suivantes :

- être installés depuis moins de 3 ans à la date du premier engagement et
- avoir prévu cet accroissement dans le cadre du Projet d'entreprise (PE) pour les bénéficiaires de la Dotation jeunes agriculteurs ou dans un document équivalent pour les autres.

Ces conditions visent notamment à garantir que l'agriculteur sera en mesure de respecter les obligations prévues par le cahier des charges.

La demande sera alors soumise à l'accord de l'autorité de gestion et des financeurs, au regard des besoins et des disponibilités budgétaires de la campagne, dans le respect des règles liées au plafonnement, aux critères d'éligibilité et d'entrée.

Leur décision sera rendue en comité des financeurs de la Commission régionale pour l'agro-environnement et le climat (CRAEC).

Les règles relatives aux critères d'éligibilité, ainsi que les règles liées aux planchers et aux plafonds d'aides continuent à s'appliquer selon les modalités d'intervention des différents financeurs. Les obligations du cahier des charges doivent également être respectées pendant la durée de l'engagement. En cas de non-respect, le régime de sanction en vigueur s'applique.

Comme pour les mesures surfaciques localisées, dans ce cas de figure, plusieurs engagements en PRM peuvent ainsi coexister pour un même bénéficiaire, avec des dates de début et de fin d'engagement différentes.

12 Lien vers d'autres actes législatifs

Les éléments de la ligne de base sont définis en conformité avec les exigences établies en vertu de l'article 93 du règlement (UE) n° 1306/2013 et de l'article 4.1.c points ii) et iii) du règlement (UE) n° 1307/2013.

Afin d'exclure tout double paiement, les pratiques visées à l'article 43 du règlement (UE) n° 1307/2013, sont prises en compte dans le calcul des surcoûts et manques à gagner.

Les conditions liées à la mesure agroenvironnementale et climatique Protection des Races Menacées (PRM) sont susceptibles d'évoluer en fonction des instructions de l'Union européenne et /ou de l'Etat.

Annexe 1 : Liste des races menacées de disparition éligibles en Pays de la Loire

RACES BOVINES

racas retenues pour 2016-2022	ORGANISME DE SELECTION OU DE CONSERVATION AGREE PAR LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ARMORICAINE	Institut de l'Elevage (Organisme de sélection des races bovines à petits effectifs) 149, rue de Bercy - 75595 PARIS CEDEX 12
BRETONNE PIE NOIRE	Union Bretonne Pie Noire 5, Allée Sully - 29332 QUIMPER CEDEX
FROMENT DU LEON	Institut de l'Elevage (Organisme de sélection des races bovines à petits effectifs) 149, rue de Bercy - 75595 PARIS CEDEX 12
MARAICHINE	Institut de l'Elevage (Organisme de sélection des races bovines à petits effectifs) 149, rue de Bercy - 75595 PARIS CEDEX 12
NANTAISE	Institut de l'Elevage (Organisme de sélection des races bovines à petits effectifs) 149, rue de Bercy - 75595 PARIS CEDEX 12
SAOSNOISE	Institut de l'Elevage (Organisme de sélection des races bovines à petits effectifs) 149, rue de Bercy - 75595 PARIS CEDEX 12

RACES OVINES

racas retenues pour 2016-2022	ORGANISME DE SELECTION OU DE CONSERVATION AGREE PAR LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE
OUESSANT	Groupement des Eleveurs de Moutons d'Ouessant (GEMO) Mont Kervezec 29640 PLOUGONVEN
SOLOGNOTE	Fock-Book Solognot GEODE, 1 route de Chauvigny, BP 70104 86500 MONTMORILLON
BELLE ILE	CRAPAL (Conservatoire des races animales en Pays de Loire) 55 la moutonnière - 44260 PRINQUIAU
LANDES DE BRETAGNE	CRAPAL (Conservatoire des races animales en Pays de Loire) 55 la moutonnière - 44260 PRINQUIAU
BLEU DU MAINE	Organisation de sélection ovine Ouest-Maine Chambre d'agriculture, 15, rue Jean Grémillon - 72013 Le Mans Cédex 2

RACES CAPRINES

racas retenues pour 2016-2022	ORGANISME DE SELECTION OU DE CONSERVATION AGREE PAR LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DES FOSSES	CAPGENES Agropôle 2135 route de Chauvigny - 86 550 MIGNALOUX-BEAUVOIR
POITEVINE	CAPGENES Agropôle 2135 route de Chauvigny - 86 550 MIGNALOUX-BEAUVOIR

RACES PORCINES

racas retenues pour 2016-2022	ORGANISME DE SELECTION OU DE CONSERVATION AGREE PAR LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE
PORC BAYEUX	Association des livres généalogiques collectifs des races locales de porcs (LIGERAL) IFIP La Motte au Vicomte - BP 35104 - 35651 Le Rheu Cedex
PORC BLANC DE L'OUEST	Association des livres généalogiques collectifs des races locales de porcs (LIGERAL) IFIP La Motte au Vicomte - BP 35104 - 35651 Le Rheu Cedex

RACES EQUINES

racas retenues pour 2016-2022	Races pour lesquelles le recours au croisement de sauvegarde est autorisé	ASSOCIATION D'ELEVEURS DES ANIMAUX DE RACE MENACEE
BRETON		Syndicat des Eleveurs du cheval Breton BP 30407 - 29404 LANDIVISIAU Cedex
COB NORMAND		Syndicat National des Eleveurs et Utilisateurs de Chevaux Cob Normand C521509 437 rue Maréchal Juin - 50009 SAINT-LO Cedex
POITEVIN MULASSIER		Association nationale des Races Mulassières du Poitou 2 rue du Port Brouillac - 79510 COULON
PERCHERON		SOCIETE HIPPIQUE PERCHERONNE 1, Rue de Doullay - B.P. N° 32 28400 NOGENT LE ROTROU

ORGANISME GESTIONNAIRE DU FICHIER : IFCE, Direction de la Filière - BP 3, 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX

RACES ASINES

racas retenues pour 2016-2022	Races pour lesquelles le recours au croisement de sauvegarde est autorisé	ASSOCIATION D'ELEVEURS DES ANIMAUX DE RACE MENACEE
BAUDET DU POITOU	BAUDET DU POITOU	Association nationale des Races Mulassières du Poitou 2 rue du Port Brouillac - 79510 COULON

ORGANISME GESTIONNAIRE DU FICHIER : IFCE, Direction de la Filière - BP 3, 19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX